

## VILLE DE BILLY-MONTIGNY

*L'an deux mille vingt-quatre, le 27 NOVEMBRE à 18 Heures 00, le Conseil Municipal s'est réuni sous la présidence de M. Bruno TRONI, Maire, suite à la convocation en date du 21 NOVEMBRE 2024, dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.*

### Arrondissement de Lens

#### Etaient présents :

MM. B. TRONI, P. CANIVEZ, P. PECQUEUR, M. J. ROLLAND, Adjoints au maire  
Mmes F. BRIKI, N. MEGUEULLE, L. AVIT, M. BREBION, Adjointes au Maire  
Mmes T. VERLEYEN, A. MOPTY, J. BIESZCZAD-DIANE, T. MOREAU, M. C DELAMBRE, M. WATERLOT, Conseillères Municipales  
MM. Y. GAUER, W. GREBAUT, A. MILLIEN, M. EECKMAN, R. KRZYZANIAK, Conseillers Municipaux

#### Excusés :

M. M. MONNIER (pvr à M. TRONI), Adjoint  
Mmes L. VERIN (pvr à M.me MEGUEULLE), L. LOOR (pvr à J. ROLLAND), A. FOULON (pvr à P. CANIVEZ), M. R. DEWASMES (pvr à Mme BIESZCZAD-DIANE), M. M. BAUDERLIQUE (pvr à M. GAUER), Conseillers municipaux.

Absents : MM J.L. CAILLUYERE, Mme A. SENECHAL, Mme F. ORMAN, M. LALOUETTE, Conseillers Municipaux

Secrétaire de Séance : Mme M.C DELAMBRE

-----

### DEL N°24-67 : Protection sociale complémentaire / participation de l'employeur

Monsieur le Maire expose :

Jusqu'au 31 décembre 2024, la participation des collectivités territoriales et établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents est facultative. La protection sociale complémentaire comprend deux risques :

- ✓ le risque santé lié à la maladie et à la maternité (mutuelle santé)
- ✓ le risque prévoyance lié à l'incapacité de travail, l'invalidité ou le décès (principalement la garantie maintien de salaire)

A la suite de l'entrée en vigueur des dispositions de l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 codifiées au sein du code général de la fonction publique territoriale et du décret n° 2022-581 du 20 avril 2022, les collectivités territoriales et établissements publics devront au minimum :

- participer au financement des garanties de prévoyance à hauteur de 7 euros par mois et par agent à compter du 1er janvier 2025
- participer au financement des garanties de la complémentaire frais de santé à hauteur de 15 euros par mois et par agent à compter du 1er janvier 2026.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les articles L 827-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la protection sociale complémentaire,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu la délibération en date du 11 janvier 2022 permettant l'adhésion à la convention de participation proposée par le Centre de Gestion du Pas-de-Calais pour le volet Prévoyance jusqu'au 31 décembre 2027,

Vu la délibération en date du 27 novembre 2024 permettant le renouvellement de la convention de participation du Centre de Gestion du Pas-de-Calais pour le volet Santé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 27 novembre 2024,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, A L'UNANIMITE,

- Pour le volet Prévoyance : de fixer le montant unitaire de participation de la collectivité par agent et par mois à 7 € bruts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.
- Pour le volet Santé : de fixer le montant unitaire de participation de la collectivité par agent et par mois à 15 € bruts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.
- D'inscrire les crédits nécessaires au budget.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Acte rendu exécutoire après envoi en Sous-Préfecture le :

Et publication ou notification du :

A BILLY-MONTIGNY, le

Le Maire,

B. TRONI